



## Calderon ouvre la porte à l'aide militaire des Etats-Unis

Le Mexique met fin à sa tradition de neutralité et d'indépendance

Par [André Maltais](#)

Mondialisation.ca, 12 octobre 2007

[L'aut'journal, no 263](#) 12 octobre 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Dans la foulée du Partenariat pour la sécurité et la prospérité de l'Amérique du Nord (PSP) les chefs d'état mexicain Felipe Calderon et états-unien Georges W. Bush reconnaissent l'existence d'un projet d'aide militaire accru pour le Mexique.



Selon l'Agence de Presse du Mercosur, sous le prétexte de combattre les cartels de la drogue et de renforcer la vigilance aux frontières nord (avec les États-Unis) et sud (avec l'Amérique centrale), Washington accorderait au Mexique au moins 100 millions de dollars au cours des deux prochaines années.

L'aide prendrait la forme de technologie d'espionnage, d'avions transporteurs de troupes et d'entraînement pour les forces militaires et policières.

Pour Laura Carlsen, directrice du programme pour les Amériques du Centre des relations internationales (IRC-Americas), il s'agit d'un renversement complet de politique pour le Mexique qui, « depuis un siècle, a toujours refusé la présence d'agents états-unien sur son territoire étant donné la menace historique qu'a représenté le voisin du Nord pour sa sécurité nationale ».

Le Mexique s'était ainsi bâti une tradition de neutralité et d'indépendance face aux États-Unis comme le montrent la nationalisation du pétrole en 1938, l'entrée tardive dans la Seconde Guerre mondiale, le maintien de relations diplomatiques avec Cuba et, en 1994, l'exclusion du pétrole des négociations de l'ALÉNA.

Mais, aujourd'hui, écrit Miguel Pickard, du Réseau mexicain d'action contre le libre-échange (RMALC), la souveraineté économique, politique et militaire du pays est plus menacée que jamais.

« Même si le président non élu du Mexique affirme qu'aucun soldat états-unien ne mettra les pieds en territoire mexicain, il n'en demeure pas moins que les entraîneurs militaires et le personnel technique états-uniens permettront au FBI, à la CIA, au Pentagone et à la DEA de disposer de données stratégiques à jour sur le Mexique ».

« Et, comme en Colombie, ajoute Pickard, on assistera rapidement à une montée notable de l'ingérence dans les affaires tant intérieures qu'extérieures du Mexique ».

Derrière les impératifs de sécurité, les États-Unis veulent faire en sorte que les militaires prennent une importance croissante dans la vie nationale mexicaine afin de criminaliser une protestation sociale à qui il manque très peu pour devenir la principale force politique organisée du pays.

Mais, pour cela, continue Pickard, il faut aux militaires un ennemi : ce sera le crime organisé que les gouvernements successifs de Salinas de Gortari, Zedillo et Fox ont pourtant tout fait sauf combattre et dont le nouveau président illégitime feint aujourd'hui de découvrir les ravages.

Du coup, par exemple, ce n'est plus l'ALÉNA et le néolibéralisme qui sont les vrais responsables de l'émigration illégale, chaque année, de centaines de milliers de Mexicains vers les États-Unis, mais le crime organisé, coupable de pratiquer le « trafic des personnes ».

Le premier pas annoncé de la militarisation du Mexique est la création d'une « frontière intelligente » qui vise à accélérer le transit des personnes (touristes, entrepreneurs et cadres d'entreprises, détenteurs de capitaux, etc.) qui ne sont pas « à risque » pour la sécurité des États-Unis.

Mais les autres, Mexicains et Centroaméricains ordinaires qui veulent améliorer leur sort en vivant aux États-Unis et au Canada, sont « dangereux » et ne pourront franchir les frontières qu'en tant que « travailleurs invités » pour ramasser nos fraises et transformer le pétrole des sables bitumineux albertains.

« Déjà, nous dit Pickard, le Sud du Mexique grouille de corps de sécurité (armée, police fédérale préventive, polices d'état, groupe Beta, police de l'Institut fédéral de migration, etc.) qui font la chasse aux Centroaméricains ».

« Ces pauvres gens sont traités comme du butin de guerre : d'une main, les polices les dépouillent de leurs maigres avoirs pendant que, de l'autre, elles acceptent les pots-de-vin des coyotes pour les laisser continuer vers le Nord ».

De plus, les Forces armées mexicaines font maintenant partie du « Commandement Nord » des États-Unis, rappelle l'auteur. Cela signifie qu'en cas « d'alerte rouge » au terrorisme ou

à quelque chose qui serait soupçonné de l'être, l'armée états-unienne a le droit de franchir la frontière unilatéralement.

Cela signifie aussi, qu'à l'avenir, le Mexique aura fort à faire pour ne pas participer aux guerres états-uniennes contre les ennemis de Washington, même si ceux-ci venaient à être latino-américains !

Pour les États-Unis, militariser le Mexique est plus que jamais nécessaire pour « convaincre » syndicats, paysans, indigènes, zapatistes, et mouvements d'insurrection tels ceux d'Atenco et d'Oaxaca, de laisser au géant du nord le pétrole des fonds marins de même que la biodiversité, l'eau douce et l'hydroélectricité du Sud du pays.

Le réchauffement climatique et la rareté croissante de l'eau douce, dit Pickard, inquiètent bien davantage les États-Unis qu'on le pense. Par le biais de leurs entreprises, ils veulent contrôler toutes les réserves d'eau douce à leur portée non seulement pour leurs besoins internes mais surtout pour devenir les principaux fournisseurs d'eau de la planète.

Mais, pour continuer de dominer les blocs commerciaux européens et asiatiques, Washington a surtout besoin du gaz naturel bolivien, du pétrole vénézuélien, de l'eau douce et de la biodiversité amazoniennes et de l'aquifère Guarani, du cuivre chilien et de l'or péruvien, des vastes étendues de terre argentines et brésiliennes pour la monoculture (OGM, éthanol), etc.

Un Mexique sur-militarisé, explique Pickard, est donc appelé à jouer le rôle qui incombe maintenant à la Colombie mais dont ce pays est incapable de s'acquitter efficacement: celui de « semeur de discorde » dans une Amérique latine qui, tant bien que mal, tente de s'unir contre Washington.

Déjà, ces dernières années, l'État mexicain a pratiqué une politique pétrolière divergente de l'OPEP et s'est attiré les critiques du Venezuela.

Mexico a aussi accueilli le siège social de l'Organisation chrétienne-démocrate de l'Amérique qui, lors de son dernier congrès, s'est promis de « combattre l'expansion des gouvernements de gauche sur le continent ».

À Davos, en février dernier, le président mexicain s'est permis une sortie contre les nations latino-américaines qui ont « dévié des sentiers de l'orthodoxie économique ». Il a fustigé le « retour des dictatures personnelles » et les « vieilles politiques du passé d'expropriation et de nationalisation ».

Le Mexique se rapproche également des pays du cône sud (Argentine, Uruguay, Chili) tout en instaurant un système de visas pour les citoyens du Brésil et de l'Équateur, causant des frictions avec ces deux pays.

Avec l'ALÉNA et le PSP, poursuit Pickard, le Mexique est avant tout un sujet d'expérimentation pour les États-Unis car il représente seulement le premier pas d'un projet d'intégration continentale qui est loin d'avoir été enterré avec la ZLÉA.

Le Mexique sert à « tester » l'intégration d'une nation en voie de développement présentant, face au bloc canado-états-unien, des asymétries semblables à celles de tous les autres pays latino-américains.

Pour ne donner qu'un seul exemple, explique Miguel Pickard, l'uniformisation envisagée des lois et règlements en matière de commerce et de sécurité, permettra aux deux pays du Nord (qui pratiquent le droit anglo-saxon) d'expérimenter l'intégration du système de droit romain, en vigueur partout en Amérique latine.

La source originale de cet article est [L'aut'journal, no 263](#)

Copyright © [André Maltais](#), [L'aut'journal, no 263](#), 2007

---

Articles Par : [André Maltais](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)